



Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre et la période de six mois
clos le 30 septembre 2023



Compte rendu de la direction.....	1
Déclaration de responsabilité de la direction.....	10
États financiers intermédiaires résumés (non audités).....	11

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN
COMPTE RENDU DE LA DIRECTION
POUR LE TRIMESTRE ET LA PÉRIODE DE SIX MOIS CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2023

Le compte rendu de la direction présente les principales activités et initiatives ainsi que les risques et les résultats financiers importants de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023. Ce compte rendu devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités de l'ACSTA pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023, qui ont été préparés conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34). Ce compte rendu devrait aussi être lu conjointement avec le *Rapport annuel 2023* de l'ACSTA et le *Rapport financier trimestriel pour le trimestre clos le 30 juin 2023*. Les informations communiquées dans le présent rapport sont exprimées en milliers de dollars canadiens et sont à jour au 22 novembre 2023, sauf indication contraire.

Déclarations prospectives

Les lecteurs sont avisés que le présent rapport renferme un certain nombre d'informations et de déclarations prospectives. Ces dernières contiennent des données qui sont généralement déclarées comme étant anticipées, prévues ou projetées par l'ACSTA. Elles comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats et le rendement réels de l'ACSTA diffèrent de manière significative de tout résultat ou toute performance futurs exprimés ou sous-entendus dans les informations prospectives en question.

Caractère significatif

En vue de déterminer les informations qui doivent être présentées dans ce rapport, la direction applique le concept de caractère significatif comme guide pour la présentation. La direction estime que des informations sont significatives s'il est vraisemblable que leur omission ou une anomalie les concernant, appréciée par rapport aux circonstances particulières, puisse influencer sur les décisions économiques prises par les intervenants de l'ACSTA.

APERÇU DE L'ORGANISATION

Établie le 1^{er} avril 2002, l'ACSTA est une société d'État mandataire, financée par des crédits parlementaires. Elle rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Transports. Sa mission est de protéger le public en assurant la sûreté d'aspects critiques du système de transport aérien.

L'ACSTA s'acquitte du mandat d'effectuer le contrôle de sécurité dans 89 aéroports désignés au pays au moyen d'un modèle de tiers fournisseur de services de contrôle. Jouant un rôle central dans le système d'aviation civile du Canada, l'ACSTA est chargée d'exécuter les quatre activités suivantes qui sont prévues dans son mandat :

- le contrôle préembarquement (CPE) : Le contrôle de tous les passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels avant leur entrée dans la zone sécurisée d'une aérogare.

- le contrôle des bagages enregistrés (CBE) : Le contrôle de tous les bagages enregistrés (ou bagages de soute) des passagers afin de détecter des articles interdits, comme les explosifs, avant qu'ils soient chargés dans un aéronef.
- le contrôle des non-passagers : Le contrôle de tous les non-passagers, tels que le personnel navigant, le personnel de piste et les fournisseurs de services, ainsi que leurs effets personnels (y compris les véhicules et leur contenu) qui pénètrent dans les zones réglementées des aéroports qui présentent les risques les plus élevés.
- le programme de carte d'identité pour les zones réglementées (CIZR) : La gestion du système qui utilise des lecteurs biométriques de l'iris et des empreintes digitales pour permettre aux non-passagers d'accéder aux zones réglementées de l'aéroport. L'administration aéroportuaire est l'autorité de dernière instance en matière de l'accès aux zones réglementées d'un aéroport.

En plus des activités prévues dans son mandat, l'ACSTA a conclu une entente avec Transports Canada (TC) afin d'effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports où il est possible de le faire. Ce programme, destiné à contrôler de petites quantités de fret en dehors des heures de pointe, prévoit l'utilisation du matériel technologique et des ressources en place.

Au cours des années précédentes, l'ACTSA a fourni ces services aux aéroports désignés et non désignés selon le principe de recouvrement des coûts. Il n'existe actuellement aucune disposition permettant à l'ACSTA de fournir des services sur la base du recouvrement des coûts.

CONTEXTE OPÉRATIONNEL

Le budget de 2023 accorde un financement supplémentaire de 1 746 millions de dollars (net) sur trois ans pour continuer à protéger le public en assurant la sûreté des éléments essentiels du système de transport aérien. Ce financement appuie également la mise en œuvre du CNP à 100 % et l'amélioration des niveaux de service relatifs au temps d'attente à compter du 1er avril 2024.

Le budget de 2023 a également annoncé des initiatives visant à réduire les dépenses publiques. L'ACSTA a défini des options pour faire face aux réductions des budgets consacrés aux services professionnels et aux voyages, ainsi que l'ensemble des charges d'exploitation. L'ACSTA continuera de collaborer avec TC et les organismes centraux pour mettre en œuvre ces réductions, tout en reconnaissant la nature du mandat de l'organisation en matière de services de contrôle de la sûreté du transport aérien.

Selon les statistiques produites par le Système de sûreté des cartes d'embarquement de l'ACSTA, et d'autres sources de données, le nombre de personnes contrôlées au Canada est passé d'environ 16,4 millions de passagers pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 à 19,1 millions de passagers pour le trimestre clos le 30 septembre 2023. L'ACSTA continue d'appuyer l'industrie aéronautique en travaillant en étroite collaboration avec ses fournisseurs de services de contrôle, TC et les intervenants externes.

RISQUES ET INCERTITUDES

L'ACSTA maintient une gestion efficace des risques de l'entreprise afin de s'assurer que les risques sont identifiés, évalués et gérés de manière appropriée. Une évaluation complète des risques d'entreprise de l'Administration, des répercussions potentielles et des mesures d'atténuation est publiée dans le *Rapport annuel 2023* de l'ACSTA.

ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

La présente partie du rapport décrit les écarts principaux constatés à l'état intermédiaire résumé du résultat global pour les trimestres et les périodes de six mois clos les 30 septembre 2023 et 2022.

Points saillants financiers – État intermédiaire résumé du résultat global (non audité) (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos le 30 septembre				Périodes de six mois closes le 30 septembre			
	2023	2022	Écart en \$	Écart en %	2023	2022	Écart en \$	Écart en %
Charges ¹								
Services de contrôle et autres coûts connexes	195 202 \$	187 865 \$	7 337 \$	3,9 %	387 146 \$	349 448 \$	37 698 \$	10,8 %
Exploitation et entretien du matériel	12 343	10 432	1 911	18,3 %	24 146	20 297	3 849	19,0 %
Soutien des programmes et services généraux	22 896	22 155	741	3,3 %	47 171	45 675	1 496	3,3 %
Amortissement	11 264	11 045	219	2,0 %	22 464	22 042	422	1,9 %
Total des charges	241 705	231 497	10 208	4,4 %	480 927	437 462	43 465	9,9 %
Autres (produits) charges	(238)	(981)	743	75,7 %	152	(1 333)	1 485	111,4 %
Performance financière avant les produits et le financement public	241 467	230 516	10 951	4,8 %	481 079	436 129	44 950	10,3 %
Produits	820	640	180	28,1 %	1 497	810	687	84,8 %
Financement public								
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	229 196	219 761	9 435	4,3 %	453 723	412 479	41 244	10,0 %
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	10 492	10 105	387	3,8 %	20 947	20 191	756	3,7 %
Crédits parlementaires pour les paiements de loyers	532	1 013	(481)	(47,5 %)	1 061	2 019	(958)	(47,4 %)
Total du financement public	240 220	230 879	9 341	4,0 %	475 731	434 689	41 042	9,4 %
Performance financière	(427) \$	1 003 \$	(1 430) \$	(142,6 %)	(3 851) \$	(630) \$	(3 221) \$	(511,3 %)
Autres éléments du résultat global	12 578	(3 150)	15 728	499,3 %	9 343	4 384	4 959	113,1 %
Résultat global total	12 151 \$	(2 147) \$	14 298 \$	666,0 %	5 492 \$	3 754 \$	1 738 \$	46,3 %

¹ Les charges d'exploitation sont présentées par activité de programme dans l'état intermédiaire résumé du résultat global, alors qu'elles sont présentées par type de charge dans le tableau ci-dessus, conformément à la note complémentaire 13 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023.

Services de contrôle et autres coûts connexes

Les charges relatives aux services de contrôle et autres coûts connexes ont augmenté de 7 337 \$ (3,9 %) et de 37 698 \$ (10,8 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2022. Ces augmentations sont principalement attribuables à la hausse des volumes de passagers et d'une augmentation du personnel visant à améliorer les temps d'attente des passagers, ce qui a entraîné l'achat d'heures de contrôle supplémentaires pour un montant de 16 261 \$ et de 46 236 \$, respectivement. Ces augmentations sont aussi attribuables aux augmentations du taux de facturation annuel des fournisseurs de services de contrôle totalisant 3 712 \$ et de 7 991 \$, respectivement. Ces augmentations sont partiellement compensées par une baisse des dépenses pour les programmes visant à soutenir la reprise de l'industrie aéronautique totalisant 12 636 \$ et 16 529 \$, respectivement.

Exploitation et entretien du matériel

Les coûts d'exploitation et d'entretien du matériel ont augmenté de 1 911 \$ (18,3 %) et de 3 849 \$ (19,0 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2022. Ces augmentations sont principalement attribuables aux coûts associés à la transition de l'ACSTA vers un nouveau fournisseur de services d'entretien et d'autres dépenses liées au matériel.

Produits

Les produits ont augmenté de 180 \$ (28,1 %) et de 687 \$ (84,8 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2022. Ces augmentations sont principalement attribuables à une hausse des produits financiers gagnés sur les soldes de trésorerie.

Financement public

Le gouvernement du Canada reçoit le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien et finance l'ACSTA au moyen de crédits provenant du Trésor fédéral pour ses charges d'exploitation et ses dépenses en immobilisations. Les paiements de loyers de l'ACSTA qui sont capitalisés selon la norme IFRS 16 sont financés par les crédits utilisés pour les dépenses en immobilisations.

Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation

Les montants des crédits parlementaires pour les charges d'exploitation ont augmenté de 9 435 \$ (4,3 %) et de 41 244 \$ (10,0 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2022. Ces augmentations sont principalement attribuables à la hausse des charges au titre des services de contrôle et des autres coûts connexes, décrites précédemment.

Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations

L'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations a augmenté de 387 \$ (3,8 %) et de 756 \$ (3,7 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2022. Ces augmentations s'expliquent principalement par la hausse du montant de l'amortissement.

Crédits parlementaires pour les paiements de loyers

Les paiements de loyers de l'ACSTA sont généralement versés au cours du mois où les crédits correspondants sont reçus. Il n'y a donc aucun financement public différé associé à ces dépenses.

Les crédits parlementaires pour les paiements de loyers ont diminué comparativement à la période correspondante de 2022, car l'ACSTA a réduit ses espaces de bureaux.

Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global comprennent les réévaluations trimestrielles sans effet sur la trésorerie découlant de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et au rendement des actifs des régimes de retraite.

Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 12 578 \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023 a été attribuable à un gain de réévaluation de 31 582 \$ du passif au titre des prestations définies qui s'explique par une augmentation du taux d'actualisation de 80 points de base entre le 30 juin 2023 et le 30 septembre 2023. Ce gain a été partiellement compensée par une perte de réévaluation de 19 004 \$ résultant d'un taux de rendement réel des actifs des régimes inférieurs à celui utilisé par l'ACSTA dans ses hypothèses. La perte au titre des autres éléments du résultat global de 3 150 \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 a été attribuable à une perte de réévaluation de 3 150 \$ résultant d'un taux de rendement réel des actifs des régimes plus faible que le taux posé comme hypothèse par l'ACSTA.

Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 9 343 \$ pour la période de six mois close le 30 septembre 2023 a été attribuable à un gain de réévaluation de 27 299 \$ du passif au titre des prestations définies qui s'explique par une augmentation du taux d'actualisation de 70 points de base entre le 31 mars 2023 et le 30 septembre 2023. Il a été en partie compensé par une perte de réévaluation de 17 956 \$ résultant d'un taux de rendement réel sur les actifs des régimes plus faible que le taux posé comme hypothèse par l'ACSTA. Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 4 384 \$ pour la période de six mois close le 30 septembre 2022 a été attribuable à un gain de réévaluation de 39 852 \$ du passif au titre des prestations définies qui s'explique par une augmentation du taux d'actualisation de 100 points de base entre le 31 mars 2022 et le 30 septembre 2022. Il a été en partie compensé par une perte de réévaluation de 35 468 \$ résultant d'un taux de rendement réel sur les actifs des régimes plus faible que le taux posé comme hypothèse par l'ACSTA.

Pour plus de renseignements, se reporter à la note complémentaire 9 des états financiers intermédiaires résumés non audités.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La présente section décrit les principaux écarts observés à l'état intermédiaire résumé de la situation financière au 30 septembre 2023, comparativement au 31 mars 2023.

Points saillants financiers – État intermédiaire				
résumé de la situation financière				
(non audité)	30 septembre	31 mars	Écart en \$	Écart en %
(en milliers de dollars canadiens)	2023	2023		
Actifs courants	165 928 \$	162 537 \$	3 391 \$	2,1 %
Actifs non courants	447 651	445 772	1 879	0,4 %
Total des actifs	613 579 \$	608 309 \$	5 270 \$	0,9 %
Passifs courants	170 774 \$	164 738 \$	6 036 \$	3,7 %
Passifs non courants	402 184	408 442	(6 258)	(1,5%)
Total des passifs	572 958 \$	573 180 \$	(222) \$	0,0 %

Actifs

Les actifs courants ont augmenté de 3 391 \$ (2,1 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 7 461 \$ au titre des clients et autres débiteurs principalement attribuable à une hausse des crédits parlementaires à recevoir et aux taxes de vente recouvrables; et
- une diminution des charges payées d'avance de 2 737 \$ attribuable aux effets de l'amortissement compensé par les entrées.

Les actifs non courants ont augmenté de 1 879 \$ (0,4 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 7 301 \$ au titre des avantages du personnel pour le régime de retraite enregistré et le régime de retraite supplémentaire de l'ACSTA;
- une augmentation de 3 691 \$ au titre de droits d'utilisation attribuable à des entrées de 5 184 \$ principalement dues à une réévaluation de la durée du bail des locaux de l'administration centrale de l'ACSTA, partiellement compensée par un amortissement de 1 493 \$; et
- une diminution de 9 113 \$ des immobilisations corporelles et incorporelles principalement attribuable à un amortissement totalisant 20 971 \$, qui a été partiellement compensé par des acquisitions de 11 878 \$.

Passifs

Les passifs courants ont augmenté de 6 036 \$ (3,7 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 10 903 \$ des fournisseurs et autres créditeurs en raison du moment où les décaissements ont été effectués en lien avec les obligations non réglées auprès des fournisseurs;
- une diminution de 1 753 \$ des retenues de garanties attribuable au déblocage final des fonds associé au programme de recapitalisation du CBE de l'ACSTA; et
- une diminution de 3 112 \$ du financement public différé lié aux charges d'exploitation en raison de la réduction des soldes des stocks et des charges payées d'avance.

Les passifs non courants ont diminué de 6 258 \$ (1,5 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une diminution du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations de 9 053 \$ découlant d'un amortissement du financement public différé lié aux immobilisations de 20 947 \$ dépassant les crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations de 11 894 \$;
- une diminution de 1 478 \$ du passif au titre des avantages du personnel pour l'autre régime à prestations définies de l'ACSTA; et
- une augmentation de la partie non courante des obligations locatives de 4 283 \$ est attribuable à une réévaluation de la durée du bail des locaux de l'administration centrale de l'ACSTA, partiellement compensée par des paiements de loyer continus.

PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Les activités de l'ACSTA sont financées au moyen des crédits parlementaires accordés par le gouvernement du Canada et sont décrites dans le *Résumé du plan d'entreprise 2023-2024 à 2027-2028* de l'ACSTA.

UTILISATION DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES

Les crédits parlementaires utilisés sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice dite « de caisse modifiée ».

Charge d'exploitation

Le tableau ci-après permet d'effectuer un rapprochement entre la performance financière avant le financement public comptabilisée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation :

Rapprochement de la performance financière et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (non audités) (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos le		Périodes de six mois closes le	
	30 septembre		30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Performance financière avant les produits et le financement public	241 467 \$	230 516 \$	481 079 \$	436 129 \$
Produits	(820)	(640)	(1 497)	(810)
Performance financière avant le financement public	240 647	229 876	479 582	435 319
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	(11 264)	(11 045)	(22 464)	(22 042)
Charges à payer pour les frais d'employés ¹	(585)	290	(2 753)	(1 952)
Charges financières sans effet sur la trésorerie liées aux contrats de location	(95)	(68)	(158)	(137)
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2)	-	(17)	(16)
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat	419	1 016	12	1 473
Charges au titre des avantages du personnel ²	70	(272)	(564)	(44)
Gain (perte) de change hors trésorerie comptabilisé en performance financière	6	(36)	88	(122)
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	(3)	-
Crédits utilisés pour les charges d'exploitation	229 196 \$	219 761 \$	453 723 \$	412 479 \$
Autres éléments affectant le financement				
Variation nette des charges payées d'avance et des stocks ³	(2 837)	(3 473)	(3 112)	(3 958)
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation	226 359 \$	216 288 \$	450 611 \$	408 521 \$

¹ Les frais relatifs aux employés à payer sont des ajustements comptables qui se composent des sommes engagées au titre de la rémunération variable et des indemnités de vacances utilisées et constituées au 30 septembre 2023. Ces frais sont comptabilisés selon la comptabilité de caisse modifiée seulement à la fin de l'exercice, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement lors des périodes intermédiaires.

² Les charges au titre des avantages du personnel sont comptabilisées dans l'état intermédiaire résumé du résultat global conformément aux IFRS. L'élément de rapprochement susmentionné représente la différence entre les versements en espèces au titre des avantages du personnel et la charge comptable selon les IFRS.

³ Les charges et les stocks payés d'avance au moyen des crédits pour les charges d'exploitation sont passés en charges au fur et à mesure qu'un avantage lié à l'actif est obtenu par l'ACSTA. Ils sont financés au moyen des crédits parlementaires au moment où les achats sont faits, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

Le tableau ci-après résume le rapprochement entre les dépenses en immobilisations présentées selon les IFRS et les crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations :

Rapprochement des dépenses en immobilisations et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (non audités) (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos le		Périodes de six mois closes le 30 septembre	
	30 septembre		30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Matériel lié aux systèmes de détection d'explosifs (SDE)	7 388 \$	2 229 \$	7 761 \$	3 493 \$
Matériel non lié aux systèmes de détection d'explosifs (non SDE)	3 318	504	4 117	857
Paiements de loyers	532	1 013	1 061	2 019
Total des dépenses en immobilisations	11 238 \$	3 746 \$	12 939 \$	6 369 \$
Ajustement hors trésorerie pour la conversion de devises en lien avec des dépenses en immobilisations	20	-	16	-
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations	11 258 \$	3 746 \$	12 955 \$	6 369 \$

CRÉDITS PARLEMENTAIRES UTILISÉS PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Les crédits parlementaires utilisés pour les charges d'exploitation correspondent à ce qui est prévu dans le budget de fonctionnement décrit dans le *Résumé du plan d'entreprise 2023-2024 à 2027-2028* approuvé de l'ACSTA pour la période de six mois close le 30 septembre, 2023.

Les crédits parlementaires utilisés pour les dépenses en immobilisations pour la période de six mois close le 30 septembre, 2023 ont été inférieurs à ce qui était prévu. Cela est principalement dû aux retards accusés dans les dépenses en immobilisations relativement aux projets liés et non liés aux SDE résultant principalement des retards des fournisseurs et des changements dans les plans des projets aéroportuaires.

L'ACSTA est en voie d'atteindre les objectifs opérationnels et financiers et d'obtenir les résultats financiers pour l'exercice en cours qui sont décrits dans son *Résumé du plan d'entreprise 2023-2024 à 2027-2028* qui a été approuvé.

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire* et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de l'ACSTA aux dates de clôture présentées dans les états financiers intermédiaires résumés non audités et pour les périodes closes à ces dates.



Nada Semaan
Présidente et chef de la direction

Ottawa, Canada

22 novembre 2023



Nancy Fitchett, CPA, CA
Vice-présidente, Affaires organisationnelles et
chef des services financiers

Ottawa, Canada

22 novembre 2023

États financiers intermédiaires résumés

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

30 septembre 2023

(non audités)

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	30 septembre 2023	31 mars 2023
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie	12 825 \$	13 785 \$
Clients et autres débiteurs (note 4)	136 938	129 477
Stocks (note 5)	11 044	11 419
Dépenses payées d'avance	5 097	7 834
Actifs financiers dérivés (note 15)	24	22
	165 928	162 537
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 6)	355 879	367 255
Immobilisations incorporelles (note 7)	15 095	12 832
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 8)	17 272	13 581
Actif au titre des avantages du personnel (note 9)	59 405	52 104
	447 651	445 772
Total des actifs	613 579 \$	608 309 \$
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	152 793 \$	141 890 \$
Retenues de garantie	65	1 818
Obligations locatives (note 11)	1 775	1 777
Financement public différé lié aux charges d'exploitation (note 12)	16 141	19 253
	170 774	164 738
Passifs non courants		
Obligations locatives (note 11)	16 991	12 708
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 12)	370 127	379 180
Passif au titre des avantages du personnel (note 9)	15 066	16 544
Passifs financiers dérivés (note 15)	-	10
	402 184	408 442
Capitaux propres		
Surplus accumulé	40 621	35 129
Total des passifs et des capitaux propres	613 579 \$	608 309 \$

Éventualités (note 10) et engagements contractuels (note 16)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos le		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes le 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Charges				
Contrôle préembarquement	148 961 \$	143 510 \$	296 437 \$	263 653 \$
Contrôle des bagages enregistrés	40 916	38 475	81 109	74 638
Contrôle des non-passagers	38 301	35 779	75 577	71 370
Programme de carte d'identité pour les zones réglementées	995	1 155	2 091	2 170
Services généraux	12 532	12 578	25 713	25 631
Total des charges (note 13)	241 705	231 497	480 927	437 462
Autres (produits) charges				
Charges financières	97	69	164	139
Perte (gain) de change	82	(34)	(20)	(15)
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	2	-	17	16
Gain net sur la juste valeur d'instruments financiers	(419)	(1 016)	(12)	(1 473)
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	3	-
Total autres (produits) charges	(238)	(981)	152	(1 333)
Performance financière avant les produits et le financement public	241 467	230 516	481 079	436 129
Produits				
Produits financiers	806	577	1 483	740
Produits divers	14	-	14	-
Services de contrôle – autres	-	63	-	70
Total des produits	820	640	1 497	810
Financement public				
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 12)	229 196	219 761	453 723	412 479
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 12)	10 492	10 105	20 947	20 191
Crédits parlementaires pour les paiements de loyers (note 14)	532	1 013	1 061	2 019
Total du financement public	240 220	230 879	475 731	434 689
Performance financière	(427) \$	1 003 \$	(3 851) \$	(630) \$
Autres éléments du résultat global				
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière				
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	12 578	(3 150)	9 343	4 384
Résultat global total	12 151 \$	(2 147) \$	5 492 \$	3 754 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le 30 septembre :	
	Surplus accumulé
Solde au 30 juin 2023	28 470 \$
Performance financière	(427)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	12 578
Solde au 30 septembre 2023	40 621 \$
Solde au 30 juin 2022	43 675 \$
Performance financière	1 003
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	(3 150)
Solde au 30 septembre 2022	41 528 \$
Pour les périodes de six mois closes le 30 septembre :	
	Surplus accumulé
Solde au 31 mars 2023	35 129 \$
Performance financière	(3 851)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	9 343
Solde au 30 septembre 2023	40 621 \$
Solde au 31 mars 2022	37 774 \$
Performance financière	(630)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	4 384
Solde au 30 septembre 2022	41 528 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos le		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes le 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Flux de trésorerie liés aux :				
Activités d'exploitation				
Performance financière	(427) \$	1 003 \$	(3 851) \$	(630) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement (note 13)	11 264	11 045	22 464	22 042
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	2	-	17	16
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 12)	(10 492)	(10 105)	(20 947)	(20 191)
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	(419)	(1 016)	(12)	(1 473)
Variation de l'actif/du passif net au titre des avantages du personnel	(70)	(290)	564	44
Autres transactions sans effet sur la trésorerie	-	236	-	163
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	3	-
Variation nette des soldes du fonds de roulement (note 18)	(5 391)	11 298	4 400	46 684
	(5 533)	12 171	2 638	46 655
Activités d'investissement				
Crédits parlementaires reçus pour le financement d'immobilisations (note 14)	5 590	2 916	5 590	2 916
Acquisition d'immobilisations corporelles	(5 510)	(3 690)	(8 285)	(4 952)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	-	(127)	-	(127)
	80	(901)	(2 695)	(2 163)
Activités de financement				
Paiements de capital sur les obligations locatives	(437)	(945)	(903)	(1 882)
	(437)	(945)	(903)	(1 882)
(Diminution) augmentation de la trésorerie	(5 890)	10 325	(960)	42 610
Trésorerie à l'ouverture de la période	18 715	39 866	13 785	7 581
Trésorerie à la clôture de la période	12 825 \$	50 191 \$	12 825 \$	50 191 \$

La charge d'intérêts payée et le produit d'intérêts reçu correspondent approximativement aux charges financières et aux produits financiers, respectivement, tels qu'ils sont présentés à l'état intermédiaire résumé du résultat global.

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 18)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023
(en milliers de dollars canadiens)

1. Renseignements sur l'organisation

L'ACSTA est une société d'État visée par la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle est une mandataire de Sa Majesté du chef du Canada. L'ACSTA est chargée d'assurer la sûreté d'aspects précis du système de transport aérien, qu'il s'agisse du contrôle des passagers et des bagages, ou du contrôle des travailleurs des aéroports.

L'ACSTA est financée par des crédits parlementaires et rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Transports. Au cours des années précédentes, l'ACSTA a fourni ces services aux aéroports désignés et non désignés selon le principe de recouvrement des coûts. Il n'existe actuellement aucune disposition permettant à l'ACSTA de fournir des services sur la base du recouvrement des coûts.

Le Conseil d'administration a autorisé la publication des présents états financiers intermédiaires résumés le 22 novembre 2023.

2. Base d'établissement

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), telle qu'elle est publiée par le Conseil des normes comptables internationales (IASB) et approuvée par le Conseil des normes comptables du Canada.

L'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que la plupart des sociétés d'État mères préparent et publient des rapports financiers trimestriels conformément à la *Directive sur les normes comptables : Lignes directrices GC 5200 : Rapport financier trimestriel des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas été audités ni examinés par l'auditeur externe de l'ACSTA.

Comme l'autorise l'IAS 34, les présents états financiers intermédiaires sont présentés de façon résumée et, par conséquent, ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies pour être conformes, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions des IFRS relatives aux informations à fournir applicables aux états financiers annuels. Les présents états financiers intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans le jeu complet d'états financiers annuels audités le plus récents. Par conséquent, ils devraient être lus conjointement avec les états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

3. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires résumés sont décrites à la note 3 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2023, et dans les états financiers intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 30 juin 2023.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

4. Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont composés des éléments suivants :

	30 septembre 2023	31 mars 2023
Crédits parlementaires (note 17)	124 566 \$	120 464 \$
TPS et TVH à recouvrer	10 707	7 396
TVP à recouvrer	1 665	1 617
	136 938 \$	129 477 \$

5. Stocks

Les stocks sont composés des éléments suivants :

	30 septembre 2023	31 mars 2023
Pièces de rechange	10 560 \$	9 822 \$
CIZR	394	780
Uniformes	90	817
	11 044 \$	11 419 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

6. Immobilisations corporelles

Le rapprochement des immobilisations corporelles se présente comme suit :

	Matériel de CPE	Matériel de CBE	Matériel de CNP	Matériel pour l'utilisa- tion de la CIZR	Ordinateurs, logiciels intégrés et matériel électronique	Mobilier et matériel de bureau	Amélio- rations locatives	Travaux en cours	Total
Coût									
Solde au 31 mars 2022	162 849	\$ 658 011	\$ 20 722	\$ 3 989	\$ 28 932	\$ 129	\$ 10 113	\$ 14 543	\$ 899 288
Entrées	709	2 714	-	194	437	-	803	8 048	12 905
Sorties	(5 745)	(5 134)	-	(95)	(1 494)	(11)	(2 937)	-	(15 416)
Radiations	(1 318)	(280)	-	(756)	(485)	-	-	(7)	(2 846)
Pertes de valeur	-	-	-	-	292	-	-	98	390
Reclassements	6 699	3 574	-	-	511	-	30	(10 814)	-
Solde au 31 mars 2023	163 194	\$ 658 885	\$ 20 722	\$ 3 332	\$ 28 193	\$ 118	\$ 8 009	\$ 11 868	\$ 894 321
Solde au 31 mars 2023	163 194	\$ 658 885	\$ 20 722	\$ 3 332	\$ 28 193	\$ 118	\$ 8 009	\$ 11 868	\$ 894 321
Entrées	373	1 084	-	54	16	-	93	6 856	8 476
Sorties	-	-	-	-	(228)	-	(188)	-	(416)
Radiations	(299)	-	-	(98)	(399)	-	(18)	-	(814)
Reclassements	2 308	3 314	-	-	512	-	199	(6 333)	-
Solde au 30 septembre 2023	165 576	\$ 663 283	\$ 20 722	\$ 3 288	\$ 28 094	\$ 118	\$ 8 095	\$ 12 391	\$ 901 567
Amortissement cumulé									
Solde au 31 mars 2022	115 612	\$ 342 894	\$ 15 973	\$ 2 853	\$ 19 608	\$ 95	\$ 9 527	\$ -	\$ 506 562
Amortissement	5 027	29 399	590	356	2 966	24	363	-	38 725
Sorties	(5 745)	(5 134)	-	(95)	(1 491)	(11)	(2 937)	-	(15 413)
Radiations	(1 300)	(258)	-	(756)	(494)	-	-	-	(2 808)
Solde au 31 mars 2023	113 594	\$ 366 901	\$ 16 563	\$ 2 358	\$ 20 589	\$ 108	\$ 6 953	\$ -	\$ 527 066
Solde au 31 mars 2023	113 594	\$ 366 901	\$ 16 563	\$ 2 358	\$ 20 589	\$ 108	\$ 6 953	\$ -	\$ 527 066
Amortissement	2 626	14 990	327	175	1 509	10	197	-	19 834
Sorties	-	-	-	-	(228)	-	(185)	-	(413)
Radiations	(297)	-	-	(98)	(386)	-	(18)	-	(799)
Solde au 30 septembre 2023	115 923	\$ 381 891	\$ 16 890	\$ 2 435	\$ 21 484	\$ 118	\$ 6 947	\$ -	\$ 545 688
Valeurs comptables									
Au 31 mars 2023	49 600	\$ 291 984	\$ 4 159	\$ 974	\$ 7 604	\$ 10	\$ 1 056	\$ 11 868	\$ 367 255
Au 30 septembre 2023	49 653	\$ 281 392	\$ 3 832	\$ 853	\$ 6 610	\$ -	\$ 1 148	\$ 12 391	\$ 355 879

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

7. Immobilisations incorporelles

Le rapprochement des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

	Logiciels acquis à l'extérieur	Logiciels créés à l'interne	En développement	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2022	10 843 \$	20 561 \$	- \$	31 404 \$
Entrées	18	231	-	249
Radiations	(323)	(350)	-	(673)
Solde au 31 mars 2023	10 538 \$	20 442 \$	- \$	30 980 \$
Solde au 31 mars 2023	10 538 \$	20 442 \$	- \$	30 980 \$
Entrées	3 162	-	240	3 402
Radiations	(16)	(3 985)	-	(4 001)
Solde au 30 septembre 2023	13 684 \$	16 457 \$	240 \$	30 381 \$
Amortissement cumulé				
Solde au 31 mars 2022	5 525 \$	11 134 \$	- \$	16 659 \$
Amortissement	787	1 375	-	2 162
Radiations	(323)	(350)	-	(673)
Solde au 31 mars 2023	5 989 \$	12 159 \$	- \$	18 148 \$
Solde au 31 mars 2023	5 989 \$	12 159 \$	- \$	18 148 \$
Amortissement	356	781	-	1 137
Radiations	(14)	(3 985)	-	(3 999)
Solde au 30 septembre 2023	6 331 \$	8 955 \$	- \$	15 286 \$
Valeurs comptables				
Au 31 mars 2023	4 549 \$	8 283 \$	- \$	12 832 \$
Au 30 septembre 2023	7 353 \$	7 502 \$	240 \$	15 095 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

8. Actifs au titre de droits d'utilisation

Le rapprochement des actifs au titre de droits d'utilisation se présente comme suit :

	Espaces à bureaux	Centres de données	Total
Solde au 31 mars 2022	15 466 \$	1 103 \$	16 569 \$
Entrées	511	-	511
Diminutions	(92)	-	(92)
Amortissement	(3 197)	(210)	(3 407)
Solde au 31 mars 2023	12 688 \$	893 \$	13 581 \$
Solde au 31 mars 2023	12 688 \$	893 \$	13 581 \$
Entrées	5 184	-	5 184
Amortissement	(1 388)	(105)	(1 493)
Solde au 30 septembre 2023	16 484 \$	788 \$	17 272 \$

Pendant le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023, l'ACSTA a réévalué la durée du contrat de location de locaux à l'administration centrale, ce qui a entraîné une augmentation des actifs au titre des droits d'utilisation de 5 157 \$.

9. Avantages du personnel

a) Actif et passif au titre des avantages du personnel

L'actif et le passif au titre des avantages du personnel comptabilisés et présentés dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière se présentent comme suit :

	30 septembre 2023	31 mars 2023
Actif au titre des avantages du personnel		
Régime de retraite enregistré (RRE)	57 182 \$	50 434 \$
Régime de retraite supplémentaire (RRS)	2 223	1 670
	59 405	52 104
Passif au titre des avantages du personnel		
Autre régime à prestations définies (ARPD)	(15 066)	(16 544)
	(15 066)	(16 544)
Avantages du personnel – actif net	44 339 \$	35 560 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

b) Coûts des avantages du personnel

Les composantes des coûts des avantages du personnel se présentent comme suit :

	Trimestres clos le 30 septembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Coût (produits) des prestations définies comptabilisé en performance financière								
Coût des services rendus au cours de la période	1 245 \$	1 397 \$	33 \$	13 \$	121 \$	224 \$	1 399 \$	1 634 \$
Frais administratifs	81	94	6	4	-	-	87	98
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	2 572	2 130	80	49	207	199	2 859	2 378
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(3 136)	(2 625)	(100)	(82)	-	-	(3 236)	(2 707)
	762 \$	996 \$	19 \$	(16) \$	328 \$	423 \$	1 109 \$	1 403 \$
Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisée dans les autres éléments du résultat global								
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des produits d'intérêts	(18 817) \$	(3 018) \$	(187) \$	(132) \$	- \$	- \$	(19 004) \$	(3 150) \$
Gains actuariels	28 406	-	848	-	2 328	-	31 582	-
	9 589 \$	(3 018) \$	661 \$	(132) \$	2 328 \$	- \$	12 578 \$	(3 150) \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

	Périodes de six mois closes les 30 septembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Coût (produits) des prestations définies comptabilisé en performance financière								
Coût des services rendus au cours de la période	2 491 \$	2 794 \$	66 \$	27 \$	241 \$	448 \$	2 798 \$	3 269 \$
Frais administratifs	162	188	12	8	-	-	174	196
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	5 144	4 260	160	98	414	398	5 718	4 756
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(6 272)	(5 250)	(200)	(164)	-	-	(6 472)	(5 414)
	1 525 \$	1 992 \$	38 \$	(31) \$	655 \$	846 \$	2 218 \$	2 807 \$
Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisée dans les autres éléments du résultat global								
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des produits d'intérêts	(17 787) \$	(34 638) \$	(169) \$	(830) \$	- \$	- \$	(17 956) \$	(35 468) \$
Gains actuariels	24 549	35 655	734	707	2 016	3 490	27 299	39 852
	6 762 \$	1 017 \$	565 \$	(123) \$	2 016 \$	3 490 \$	9 343 \$	4 384 \$

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023, l'ACSTA a comptabilisé des charges de 282 \$ (240 \$ en 2022) et de 623 \$ (513 \$ en 2022), respectivement, relativement à la composante à cotisations définies du RRE.

c) Principales hypothèses actuarielles

Les hypothèses utilisées pour évaluer les actifs et passifs au titre des régimes à prestations définies sont examinées et, au besoin, modifiées à chaque période de présentation de l'information financière. Cet examen porte habituellement sur les taux d'actualisation et le taux de rendement réel des actifs du régime par rapport aux taux estimés, afin de refléter les hypothèses et les circonstances actuelles. Les modifications des hypothèses actuarielles entraînent des gains ou des pertes de réévaluation comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, des gains de réévaluation de 12 578 \$ ont été réalisées à la suite d'une augmentation du taux d'actualisation de 80 points de base (de 4,80 % au 30 juin 2023 à 5,60 % au 30 septembre 2023). Cela a été partiellement compensé par un taux de rendement réel des actifs des régimes inférieurs à celui utilisé par l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRE (taux réel de -6,03 % par rapport au taux anticipé de 1,23 %).

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, des pertes de réévaluation de 3 150 \$ ont été occasionnées principalement par un taux de rendement réel des actifs des régimes inférieurs à celui utilisé par l'ACSTA dans ses hypothèses pour le REE (taux réel de -0,17 % par rapport au taux anticipé de 1,00 %).

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2023, des gains de réévaluation de 9 343 \$ ont été réalisés principalement à la suite d'une augmentation du taux d'actualisation de 70 points de base (de 4,90 % au 31 mars 2023 à 5,60 % au 30 septembre 2023). Ces gains ont partiellement été compensés par un taux de rendement réel des actifs du régime inférieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRE (taux réel de -4,50 % par rapport au taux anticipé de 2,45 %).

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2022, des gains de réévaluation de 4 384 \$ ont été réalisés principalement à la suite d'une augmentation du taux d'actualisation de 100 points de base (de 4,00 % au 31 mars 2022 à 5,00 % au 30 septembre 2022). Ces gains ont partiellement été compensés par un taux de rendement réel des actifs du régime inférieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRE (taux réel de -11,49 % par rapport au taux anticipé de 2,00 %).

d) Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur versées aux régimes à prestations définies se présentent comme suit :

	Trimestres clos le		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes le 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Cotisations de l'employeur				
RRE	1 089 \$	1 639 \$	1 511 \$	2 635 \$
RRS	26	-	26	20
ARPD	64	54	117	108
	1 179 \$	1 693 \$	1 654 \$	2 763 \$

Les cotisations totales de l'employeur aux régimes à prestations définies sont estimées à 5 306 \$ pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

10. Provisions et éventualités

Divers recours, contrôles et poursuites ont été intentés ou déposés contre l'ACSTA. En raison de leur nature, ces montants comportent de nombreuses incertitudes, et le dénouement de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Au 30 septembre 2023, les litiges, contrôles et poursuites ne devraient pas, individuellement ou dans leur ensemble, avoir un effet négatif important sur les états financiers.

a) Provisions

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2023, aucune provision n'a été comptabilisée.

b) Éventualités – Coûts de démantèlement

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2023, il n'y a pas eu de changements importants aux passifs éventuels relatifs aux coûts de démantèlement. Pour une description de ces coûts, consulter la note 10(b) des états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

11. Obligations locatives

L'ACSTA a conclu des contrats de location pour des espaces à bureaux et des centres de données. L'ACSTA a pris en compte les options de prolongation pour évaluer ses obligations locatives lorsqu'elle avait la certitude raisonnable de les exercer.

Le rapprochement des obligations locatives se présente comme suit :

	30 septembre 2023	31 mars 2023
Solde à l'ouverture de la période	14 485 \$	17 236 \$
Entrées	5 184	511
Diminutions	-	(92)
Paiements de loyers	(1 061)	(3 435)
Charges financières	158	265
Solde à la clôture de la période	18 766 \$	14 485 \$
Solde à la clôture de la période		
Partie courante	1 775 \$	1 777 \$
Partie non courante	16 991 \$	12 708 \$

Pendant le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023, l'ACSTA a réévalué de la durée d'un des contrats de location, ce qui a entraîné une augmentation des obligations locatives de 5 157 \$.

L'ACSTA a comptabilisé les charges suivantes qui ne sont pas incluses dans l'évaluation des obligations locatives :

	Trimestres clos le		Périodes de six mois closes le 30 septembre	
	30 septembre 2023	2022	2023	2022
Paiements de loyers variables	307 \$	670 \$	779 \$	1 369 \$
Contrats de location à court terme	33	-	69	-
Contrats de location de faible valeur	8	15	21	30
Autres frais de location (note 13)	348 \$	685 \$	869 \$	1 399 \$

Les paiements de loyers variables comprennent les frais d'exploitation, les impôts fonciers, les assurances et les autres frais liés aux services.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023, le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location comptabilisé par l'ACSTA s'est élevé à 880 \$ (1 698 \$ en 2022) et à 1 930 \$ (3 418 \$ en 2022), respectivement.

Le tableau ci-après présente une analyse des échéances des flux de trésorerie non actualisés pour les obligations locatives contractuels:

	30 septembre 2023	31 mars 2023
1 an au plus	4 827 \$	4 840 \$
Plus de 1 an, mais 5 ans au plus	12 727	14 221
Plus de 5 ans	840	982
	18 394 \$	20 043 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

12. Financement public différé

Le rapprochement du passif au titre du financement public différé se présente comme suit :

	30 septembre 2023	31 mars 2023
Financement public différé lié aux charges d'exploitation		
Solde à l'ouverture de la période	19 253 \$	18 241 \$
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (note 14)	450 611	849 013
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation comptabilisés dans la performance financière	(453 723)	(848 001)
Solde à la clôture de la période	16 141 \$	19 253 \$
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations		
Solde à l'ouverture de la période	379 180 \$	406 579 \$
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (note 14)	11 894	13 016
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations comptabilisé dans la performance financière	(20 947)	(40 415)
Solde à la clôture de la période	370 127 \$	379 180 \$
Total du financement public différé à la clôture de la période	386 268 \$	398 433 \$

Se reporter à la note 14 pour obtenir un complément d'information sur le financement public.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

13. Charges

L'état intermédiaire résumé du résultat global présente les charges d'exploitation par activité de programme. Le tableau ci-après présente les charges d'exploitation par catégorie principale :

	Trimestres clos le		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes le 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Services de contrôle et autres coûts connexes				
Paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle	190 855 \$	183 706 \$	378 712 \$	340 457 \$
Uniformes et autres coûts rattachés au contrôle	2 820	2 716	5 987	5 385
Matériel de détection de traces d'explosifs et biens non durables	1 527	1 443	2 447	3 606
	195 202	187 865	387 146	349 448
Exploitation et entretien du matériel				
Entretien du matériel et pièces de rechange	11 860	10 029	23 325	19 455
Formation et certification	291	96	427	258
CIZR	192	307	394	584
	12 343	10 432	24 146	20 297
Soutien des programmes et services généraux				
Frais relatifs aux employés	16 606	16 094	34 922	32 989
Frais de bureau et frais informatiques	2 546	1 674	4 312	3 698
Autres frais administratifs ¹	1 718	1 455	3 230	3 108
Services professionnels et autres coûts liés aux affaires ²	1 459	2 045	3 319	4 116
Autres frais de location (note 11)	348	685	869	1 399
Communications et sensibilisation du public	219	202	519	365
	22 896	22 155	47 171	45 675
Amortissement				
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	9 926	9 602	19 834	19 170
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (note 8)	751	903	1 493	1 792
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 7)	587	540	1 137	1 080
	11 264	11 045	22 464	22 042
	241 705 \$	231 497 \$	480 927 \$	437 462 \$

¹ Les autres frais administratifs englobent les coûts d'assurance, de réseau et de téléphonie et l'entretien des installations.

² Les autres coûts liés aux affaires comprennent les frais de déplacement, les coûts et frais liés aux conférences et aux réunions, et les divers droits d'adhésion et frais d'association.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

14. Financement public

Les crédits parlementaires approuvés pour l'exercice et les montants utilisés par l'ACSTA au cours des périodes de six mois closes le 30 septembre sont les suivants :

	2023	2022
Crédits parlementaires approuvés pour l'exercice financier	1 029 729 \$	897 221 \$
Crédits parlementaires utilisés pour les charges d'exploitation	(450 611)	(408 521)
Crédits parlementaires utilisés pour les dépenses en immobilisations	(12 955)	(6 369)
Crédits parlementaires inutilisés	566 163 \$	482 331 \$

Le tableau ci-après présente le rapprochement entre les crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des charges d'exploitation et les crédits utilisés pour les périodes considérées :

	Trimestres clos le		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes le 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Crédits parlementaires reçus	234 813 \$	156 825 \$	452 813 \$	362 825 \$
Montants reçus liés aux périodes précédentes	(124 065)	(75 858)	(117 813)	(89 625)
Crédits parlementaires à recevoir	115 611	135 321	115 611	135 321
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (note 12)	226 359 \$	216 288 \$	450 611 \$	408 521 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après présente le rapprochement entre les crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des dépenses en immobilisations et les crédits utilisés :

	Trimestres clos le		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes le 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Crédits parlementaires reçus	5 590 \$	2 916 \$	5 590 \$	2 916 \$
Montants à recevoir liés aux périodes précédentes	(3 819)	(3 752)	(2 651)	(2 135)
Crédits parlementaires à recevoir	8 955	3 569	8 955	3 569
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (note 12)	10 726	2 733	11 894	4 350
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des paiements de loyers (note 11)	532	1 013	1 061	2 019
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations et les paiements de loyers	11 258 \$	3 746 \$	12 955 \$	6 369 \$

15. Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière. La juste valeur de la trésorerie, des fournisseurs et autres créditeurs et des retenues de garantie courantes correspond approximativement à leur valeur comptable étant donné que ces instruments sont à court terme.

Les valeurs comptables et les justes valeurs correspondantes des autres actifs et passifs financiers de l'ACSTA sont les suivantes :

	30 septembre 2023		31 mars 2023	
	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)
Instruments financiers évalués à la juste valeur				
Actifs financiers dérivés ¹	24 \$	24 \$	22 \$	22 \$
Passifs financiers dérivés ¹	-	-	10	10

¹ La juste valeur est basée sur un modèle de flux de trésorerie actualisé reposant sur des données observables.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de la période de six mois close le 30 septembre 2023 ou de l'exercice clos le 31 mars 2023.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

16. Engagements contractuels

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023, il n'y a pas eu de changements importants aux engagements contractuels de l'ACSTA, autre que l'utilisation des contrats relatifs aux paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle.

Pour une description de ces engagements contractuels, consulter la note 16 des états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

17. Transactions entre parties liées

L'ACSTA a conclu les transactions suivantes avec des parties liées.

a) Gouvernement du Canada, ses organismes et autres sociétés d'État

L'ACSTA appartient à part entière au gouvernement du Canada, et est liée par contrôle commun aux autres ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. L'ACSTA conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités. Ces transactions entre parties liées sont conclues aux mêmes conditions normales que celles qui s'appliquent à l'ensemble des particuliers et des sociétés.

Les crédits parlementaires reçus du gouvernement du Canada constituent la principale source de financement de l'ACSTA. Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023, le financement public de 240 220 \$ (230 879 \$ en 2022) et de 475 731 \$ (434 689 \$ en 2022) respectivement, est comptabilisé dans l'état intermédiaire résumé du résultat global, comprend les crédits parlementaires pour les charges d'exploitation, les crédits parlementaires pour les paiements de loyers et l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations. Les crédits parlementaires à recevoir de 124 566 \$ (120 464 \$ au 31 mars 2023) sont inclus dans les clients et autres débiteurs dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière.

(b) Transactions avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA

Les transactions avec le RRE, le RRS et l'ARPD sont conclues dans le cours normal des activités. Les transactions effectuées avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA correspondent au versement des cotisations telles qu'elles sont présentées à la note 9. Aucune autre transaction n'a été effectuée au cours du trimestre et de la période de six mois.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

18. Variation nette des soldes du fonds de roulement et informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation nette des soldes du fonds de roulement s'établit comme suit pour les exercices clos le :

	Trimestres clos le		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes le 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Diminution (augmentation) des clients et autres débiteurs	4 542 \$	(58 826) \$	(1 157) \$	(42 977) \$
Diminution des stocks	373	112	375	1 041
Diminution des dépenses payées d'avance	2 464	3 125	2 737	2 754
(Diminution) augmentation des fournisseurs et autres créditeurs	(9 940)	70 558	5 550	90 018
Diminution des provisions	-	(200)	-	(200)
Augmentation des retenues de garantie	7	2	7	6
Diminution du financement public différé lié aux charges d'exploitation	(2 837)	(3 473)	(3 112)	(3 958)
	<u>(5 391) \$</u>	<u>11 298 \$</u>	<u>4 400 \$</u>	<u>46 684 \$</u>

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023, la variation des clients et autres débiteurs exclut des montants de 5 136 \$ (183 \$ en 2022) et de 6 304 \$ (1 434 \$ en 2022), respectivement, pour le financement public lié aux dépenses en immobilisations, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023, la variation des fournisseurs et autres créditeurs exclut des montants de 5 166 \$ (1 108 \$ en 2022) et de 5 353 \$ (726 \$ en 2022), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2023, la variation des retenues de garantie exclut des montants de 30 \$ (24 \$ en 2022) et de 1 760 \$ (3 \$ en 2022), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

19. *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté*

Dans le cadre du Budget de 2019, le gouvernement du Canada a annoncé son intention de présenter une loi portant sur la création d'une entité indépendante sans but lucratif, établie par l'industrie, qui assumerait la responsabilité du contrôle de la sûreté aérienne dans les aéroports canadiens. La *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté* a reçu la sanction royale en juin 2019. Cette loi autorise la cession des actifs et des passifs de l'ACSTA et le transfert de ses activités de contrôle à une nouvelle administration de contrôle désignée (ACD).

Pendant le trimestre, l'ACSTA a été avisée que l'ACD et le gouvernement du Canada ont mis fin aux négociations concernant la vente. L'ACSTA continuera d'exécuter son mandat, de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal des activités.